

Viennent pour finir les participations abordant l'art théâtral. Ainsi Leila Adham approche la figure du fantôme dans le théâtre d'Edward Bond, figure par ailleurs récurrente dans les dramaturgies contemporaines pour jeter un pont entre passé, présent et futur. Maria Grazia Spiga Bannura fait part de ses réflexions sur la pièce *Sombras que Caminan* du Chilien Carlos Cerdas, qui s'attache à donner corps à une mémoire dont le pays a été privé suite au régime dictatorial. Les dramaturgies d'Afrique noire ne sont pas en reste puisque Laurence Barbolosi tente de démontrer leur apport dans la représentation des violences post-coloniales. Annick Asso, quant à elle, analyse l'utilisation du témoignage dans les représentations de la Shoah au théâtre à travers les exemples des adaptations théâtrales de *Si c'est un homme* et du *Pianiste*. Pour finir, Carole Guidicelli tente de définir les nouvelles formes prises par le théâtre documentaire, genre dépoussiéré notamment par le Groupov et son magistral *Rwanda* 94.

On pourra reprocher à cet ouvrage collectif l'approche d'un sujet extrêmement large, mais qui parvient cependant à relever le défi d'une démarche résolument pluridisciplinaire. Bien qu'un réel effort de structure semble avoir été mené quant à l'agencement des articles et leur ordre d'apparition dans le recueil, un sentiment d'éclatement naît de sa lecture. On déplore un avant-propos qui se contente de résumer rapidement les articles et l'absence d'introduction aux différents chapitres et sous-parties. Néanmoins la majorité des contributions, dont nous n'avons malheureusement pas pu ici livrer tout l'intérêt, demeure très stimulante. Elles ouvrent la voie à de nouveaux horizons en suggérant des procédés audacieux pour tenter d'appréhender et de penser les représentations contemporaines de la mémoire en toute complexité.

Émilie Martz Kuhn
GRERÉS, université Laval
emilie.kuhn.1@ulaval.ca

Christophe PROCHASSON, *L'empire des émotions. Les historiens dans la mêlée*. Paris, Éd. Demopolis, 2008, 253 p.

Si *L'empire des émotions. Les historiens dans la mêlée* titre de manière quelque peu provocante cet ouvrage de Christophe Prochasson, c'est que, selon l'auteur, le genre compassionnel est aujourd'hui une forme d'entendement

collectivement partagée, immiscée jusque dans l'enseignement et la pratique de l'histoire. Pour attester de cet envahissement, l'auteur rappelle l'exemple marquant de l'investiture du dernier chef de l'État français. La forte densité émotionnelle de son discours politique s'est dégagee d'emprunts documentaires à l'Histoire où l'utilisation d'une figure de victime fut habilement déclinée comme celle du héros « promu au rang d'acteur majeur du jeu social » (p. 7). C'est par ailleurs sans incompatibilité que cet engouement néoromantique pour un « grand marché des passions que définit un nouveau capitalisme des affects » (p. 5) cohabite avec les projections d'un XXI^e siècle, celles d'une ère de la technique et de la rationalisation. Alors que se déploie un âge compassionnel, certaines représentations sont vivifiées, telles « l'éclatement de la mémoire nationale », les « concurrences de mémoire » ou au contraire celles de lieux et de mémoires émancipées d'une histoire surplombante... À côté de ces projections teintées de nostalgie ou de complaisance, nombre d'intellectuels des sciences de l'homme s'interrogent. Parmi eux, les historiens semblent les plus touchés par une pression qui oblige à « se plier aux règles des dernières formes d'expression imposées par les médias » (p. 10). Certains s'y soumettent, d'autres se replient et dédaignent tout compromis ; en tout état de cause, ce malaise divise la profession. C'est pourquoi Christophe Prochasson défend « la thèse qu'un nouveau régime émotionnel guide désormais la pratique des historiens » (p. 9), mais plutôt que de l'ignorer ou de se retirer, il propose de l'analyser et, en tant qu'historien de métier, de remobiliser l'histoire-science. Il souhaite contribuer à éclairer cette situation inédite d'emballage émotionnel qui affecte spécifiquement l'histoire et ses usages sociaux. En affirmant que « la science historique étant, plus que d'autres sciences sociales, «relativiste» (p. 10), l'auteur veut faire réflexivement entendre les voix des historiens de métier qu'il oppose aux passionnés, et prendre place parmi elles. Ainsi son livre est-il construit à la fois comme un enseignement sur la fabrication de l'Histoire, rigoureux et érudit, et comme un débat d'idées et d'analyses. Dans cette confrontation soutenue avec et à travers la convocation de ses pairs, ses positions théoriques sont en rapport dialectique permanent. Selon son point de vue, les historiens doivent être les premiers intéressés à l'analyse de ce changement de contexte, car ils ont à clarifier leurs postures, démontrer la pertinence de leurs outils pour donner du sens

à leurs travaux d'historiens, lesquels tirent leur légitimité d'échanges de savoirs sédimentés et de transmission au public.

Aussi, pour essayer d'appréhender ce que trament l'histoire contemporaine et le présent de l'Histoire, l'auteur entreprend-il un détour par les coulisses historiographiques, entre celle affective rattachée à ce que l'on appelle « mémoire » et l'autre plus cognitive référée à une libre épreuve de l'esprit, sans fin immédiate. Ce recours utile permet de saisir immédiatement l'ancienneté des tensions et permet de recadrer le propos sur l'objet de la donne émotionnelle, non comme un fait nouveau, mais plutôt comme un soubassement inhérent aux conditions mêmes de l'activité des historiens, fluctuant selon les contextes. C'est donc plus le relais des affects sur la scène publique comme lieu de surenchérissement ou de (re) production qui questionne. Aussi le premier temps de la réflexion retrace-t-il le passé de la fin du XIX^e siècle pour proposer une lecture du fil des événements qui fit de l'histoire, une science unifiée et unificatrice. Christophe Prochasson rappelle que lorsque l'enjeu de première importance fut la professionnalisation des historiens, l'avènement de la République fut dans le même moment celui des politiques. C'est donc sous les oripeaux de l'esprit scientifique et dans les revues spécialisées, que le consensus républicain s'est aussi élevé contre l'histoire contemporaine, lieu de divisions forcément sensibles. Le présent fut séparé du passé et l'histoire contemporaine de cette période rejetée de l'épistémologie historienne : les attendus étaient plus politiques que scientifiques. Ainsi la position moniste de ceux que l'auteur nomme les grands maîtres de l'Université républicaine permit-elle d'imposer par l'analogie du message unificateur, la légitimité de la République « sous le jour d'un consensus naturel » (p. 16) L'Histoire apparaît donc tout à la fois comme fille et mère de la République, bien que ce mouvement général lié à l'histoire comme discipline universitaire, éprise d'abstraction, fut contrebalancé par des positions adverses. Pour ces autres tenants d'une histoire chaude « qui s'écrit contre les documents » (p. 19), il s'agissait déjà de défendre une Histoire transmise par témoignages directs, plus proche que celle des autres siècles. L'historien-écrivain réactualise et croise nombre des conceptions des historiens, il les nuance, analyse les controverses, et surtout leur donne du relief en les replaçant en contexte. En mode mineur, il extirpe du silence les intérêts particuliers tels que la recherche de positions, de

reconnaisances institutionnelles, d'accès aux tribunes de notoriété, voire de quelque rentabilité financière comme des indices à part entière. Enfin, à partir d'autant de mesures que sont les travaux d'auteurs mais aussi par le truchement des fondations de revues, il met en lumière concomitamment les mouvements socio-historiques politiques et les jeux d'influences personnelles des historiens. La restitution de toutes ces « batailles » et controverses sur la posture légitime de l'histoire ne fait que mettre en exergue les enjeux d'une sensibilité généralisée devenue très actuelle où le futur, à cette époque et rétrospectivement, annonçait déjà une fragmentation de l'histoire-science. À partir d'autres événements telles l'affaire Dreyfus ou la Grande guerre, Christophe Prochasson analyse, *via* des documents et archives, les différentes étapes du processus de démantèlement d'un savoir unifié et fait voir la petite porte par laquelle s'est faite la marche inexorable de l'histoire moderne. La controverse contemporaine est d'ailleurs assumée par un certain nombre d'historiens toujours cités. L'impossibilité épistémologique de l'histoire est recadrée par rapport aux limites de la conscience scientifique et de la langue, de la mémoire et de l'expérience du présent. Ici l'historien rapporte – tout en se ralliant à cette position – que « l'histoire n'est jamais que traduction. Elle met au jour et à jour un passé révolu qu'elle réactualise » (p. 21). Plus encore, apparaît l'idée que le passé proche ou lointain n'est qu'un faux procès, car la posture de l'historien reste toujours la même, soit celle qui consiste à restituer sens et vie d'une actualité définitivement passée. En fait, cette dialectique de la traduction devient de plus en plus pertinente car elle réfère aussi aux domaines du proche et du lointain, du même et de l'autre, savoir des ethnologues : c'est « le changement qui est devenu lui-même continu » (p. 24). L'historien contemporain doit s'inquiéter du temps qui est le nôtre et des relations que celui-ci entretient avec le passé et les hommes d'autrefois. Christophe Prochasson renvoie aux nombreux penseurs qui ont osé poser la thèse d'une « communauté d'expérience et pour tout dire de « nature » pour ceux que les siècles séparent » (p. 25), thèse reprise au moment où il fut nécessaire d'imposer à l'histoire la fiabilité de son statut et de la mise en récit inséparable de l'historien.

Mais d'autres écueils sont à éviter pour l'historien contemporain, et Christophe Prochasson les rassemble comme de nouvelles questions auxquelles il répond partiellement avec les

réflexions de tiers, appuyés d'historiens mais aussi de philosophes, anthropologues... À ses yeux, ces risques sont déjà aussi ceux des connaissances historiques dont la communauté scientifique a à se servir pour construire les conditions morales de la nouvelle histoire savante du présent. Ainsi les historiens modernes doivent-ils d'abord reconsidérer le sens commun et « notre trompeuse familiarité avec les actions banales qui peuplent la vie quotidienne de ceux que nous croyons proches » (p. 26). Ils doivent intégrer que le contemporain n'est pas synonyme de progrès, de modernité car les traces du passé peuvent l'hypothéquer de façon lancinante ; que les groupes de choses et d'humains disposent de leur propre temporalité, d'où il s'ensuit des effets décalés des mémoires et des contemporains vraisemblablement pas toujours en phase. L'autre difficulté inhérente aux historiens du temps présent, c'est d'être saturés d'informations dont le caractère récurrent en simplifie la dialectique, voire en fragilise les apports théoriques. Cette réputation de trop-plein, dit l'auteur-écrivain, fait donc perdre la rareté de tout ce qui fonde au contraire les valeurs reconnues aux historiens antiques lesquels souffriraient plutôt du vide. Christophe Prochasson reconnaît beaucoup d'utilité à cette façon de problématiser et de décrire la spécificité du présent. Cependant, il encourage à plus d'exigence pour ce qui concerne les méthodes d'investigations des historiens modernes, celles-ci se restreignant souvent à l'utilisation de la presse et des médias. Or, l'écriture correspond toujours à une compétence et une intention et les médias n'échappent pas à la règle : ils transforment en actes les paroles écrites, les récits, rendant imprécises les frontières entre le vrai et le faux. Aussi, en premier lieu et en dépit d'une différence d'intentionnalité, est-il nécessaire de considérer l'archive et le témoignage comme des actes significatifs où la transmission de l'expérience d'un témoin implique pour l'historien qu'il est vraiment arrivé quelque chose. Le scientifique doit être attentif à son propre détachement, car la dérive consisterait à extorquer cette expérience pour construire les fondations d'une interprétation, voire celles d'une vérité historique. En pointant cette faiblesse, Christophe Prochasson invite à réfléchir aux conditions de production des sources, à l'inflation testimoniale et à la tentation compassionnelle qui l'accompagne, signe de « notre temps », donc à la légitimité de l'historien face à ce qui pourrait être mis en concurrence dès lors que

le témoignage direct explicite s'imposerait devant l'effacement d'une analyse critique et, plus encore, aux modalités d'appropriation de l'histoire. Par ailleurs, les délimitations des thématiques et l'originalité du travail de l'historien « moderne » sont brouillées face aux sociologues, ethnologues, mais aussi face à d'autres – juges, scientifiques – qui, hors du périmètre scientifique, statuent sur le passé et donnent à l'éprouver. Ne pouvant échapper aux interférences, le statut scientifique de l'histoire contemporaine se pose avec acuité, aussi il lui faut « annoncer le système de lecture, étant entendu qu'il n'en existe pas de neutre » (p. 40).

« L'histoire à la première personne » autorise Christophe Prochasson à préciser toutes les contraintes qui pèsent par rapport à la production du discours de l'historien dans un environnement donné. Rendant hommage à des pairs dont les talents ont su retenir un lectorat élargi, il rappelle différentes façons d'écrire et ce en quoi elles correspondent à des qualités classiques, intrinsèques au métier d'auteur de l'historien. Il fait parallèlement entrevoir le paradoxe d'une *doxa* d'époque républicaine et de « Science anonyme », qui valu d'opérer à un « reflux du sujet discourant » (p. 47). Puis il reprend les analyses d'auteurs qui ont soutenu le processus d'intégration de l'histoire nouvelle en rassemblant « les fondateurs plus inattendus », pour certains d'entre eux choisis de surcroît hors des frontières communes de l'histoire. Le régime subjectiviste fait bien aujourd'hui la dynamique de l'histoire, à la fois du fait de l'implication particulière pour certains choix historiographiques et de la présence de l'auteur qu'elle impose. Selon Christophe Prochasson, un pacte de lecture de l'historien doit définir ses grilles d'entrée, décliner les modalités et les sources de son travail « sur un matériau pour le transformer en histoire » car, désormais, « ne peut être considéré comme historien celui qui ne pratiquerait pas de déplacement dans les catégories ou les concepts qu'il observe » (p. 61).

Parmi les sources nouvelles répertoriées comme dignes d'intérêt parce qu'elles enrichissent le social, celles qui sont aussi nommées « archives de soi » s'organisent « autour de la biographie » (p. 71). Ici, « le seul principe de choix qui puisse être commun à tous les historiens, c'est le rôle joué dans l'évolution des choses humaines. On doit conserver les personnages et les événements qui

ont agi visiblement sur la marche de l'évolution » (p. 74). Là encore, Christophe Prochasson « rassemble » tous ceux très nombreux – historiens théoriciens mais aussi autres penseurs, philosophes, sociologues – qui ont (été) travaillé(s) par cette question du témoignage ; ceux qui ont contribué à en analyser les obstacles pour se servir sciemment de cette expérience intellectuelle, participant à une nouvelle historiographie qui serait un peu comme une contre-histoire issue de minorités sociales, si ce n'est résistantes. Mais il est indéniable que le succès des biographies est surtout lié à la participation émotionnelle qu'elles suscitent. Le sujet, sensible, a donc exigé des clarifications éthiques et déontologiques. La posture d'empathie de l'historien de métier est un art qui s'exerce à « instituer une méfiance » pour dompter l'émotion, atténuer les effets compassionnels, ou encore la satisfaction que procure l'indiscrétion. En tant que biographe, il doit encore savoir se dégager des réputations qui entourent son objet d'étude, remédier aux classifications définitives d'individus à des appartenances politiques ou idéologiques. Christophe Prochasson en réfère aux Lumières avec la restitution des idées du philosophe Diderot, lequel reste d'une grande modernité puisqu'il préconisait déjà la neutralisation des affects pour stimuler l'intelligence historique ou « le gouvernement des ressources du cœur » (p. 92). C'est pourquoi selon l'auteur « l'analyse doit prendre une dimension véritablement méthodologique pour constituer [...] un type d'approche particulier permettant d'aborder les problèmes généraux » (p. 102).

Le quatrième chapitre établit des violences historiques où « la course aux victimes » interroge davantage les significations historiques de cet engouement, voire celles de la surenchère de la victimisation. À propos des réactions de rationalisation et d'indignation face à la violence, Christophe Prochasson n'hésite pas se poser à lui-même des questions et à employer le « je » de sa propre subjectivité. Sur le plan méthodologique, la démarche de recension chronologique des périodes et des théoriciens fournit les outils culturels de discernement à la problématisation. Ainsi l'auteur situe-t-il le tournant des années 70, comme le temps d'une nouvelle configuration – celle des nouveaux cultes victimaires – soulignant que certains historiens ont repris « sans prudence des termes devenus incontestables, [...] devant le déploiement d'un

véritable terrorisme intellectuel » (pp. 112-113). Il rappelle les historiographies de la Grande Guerre ou du féminisme ayant participé aux reconnaissances mémorielles, à la légitimation et à la recherche d'amplification de ce statut. La responsabilité de l'historien de métier consiste à éclairer les parts d'ombres de l'Histoire et, devant l'importance acquise du témoin, ne peut qu'en souligner une lisibilité partielle par rapport à la vérité de l'Histoire. La posture de ces historiens professionnels, rompus aux méthodes critiques et habitués à étudier les problèmes sociaux, consiste à se déprendre des représentations institutionnelles autant que communautaristes. Ils ont à préserver leur autonomie intellectuelle en conciliant les témoignages, sans abonder dans la justification de la victimisation. Christophe Prochasson permet ici de comprendre qu'aujourd'hui ce sont les ressorts émotionnels de la mémoire qui sont ouvertement activés, alors que l'histoire tente de les dissimuler, mais surtout démontre un système de pensée en vases communicants. C'est ainsi par exemple que « notre âge compassionnel, contrepartie mécanique d'une société si peu solidaire, couvrant son égoïsme du masque d'une souffrance partagée, a récemment trouvé dans la Grande Guerre de quoi investir ses passions » (p. 136).

En conclusion de « la mémoire comme raison », de son déferlement et de ses effets de confusion dans le champ de l'histoire, le chercheur prétend que l'histoire politique est jouée comme un drame et, selon son propre point de vue, l'historien doit choisir son camp pour proposer « un autre pacte qui unirait, sans les opposer artificiellement, mémoire et histoire » (p. 141). En effet, la mémoire est d'abord une affaire d'idées et, au premier chef, d'idées politiques. Christophe Prochasson met en garde par rapport aux différentes joutes oratoires utilisant la mémoire par le biais des corps sociaux, des œuvres, des symboles et des rites, des pratiques. En fait, il ne s'agit pas de hiérarchiser la mémoire de la nation contre celle de groupes communautaires, mais de saisir comment l'une, l'autre correspondent à des enjeux et encadrent des usages politiques différents. Les lois mémorielles ont montré encore une fois comment « on fit sans doute plus de politique que d'épistémologie de l'histoire » (p. 155). Dans ce contexte, ce n'est pas sur le terrain d'une mémoire à combattre qu'il faut situer à la fois la discipline de l'Histoire et reconnaître leur rang aux historiens. Il s'agit plutôt pour eux

d'analyser l'histoire des processus de construction mémorielle dans la durée, en lien avec les rivalités et les contestations qui s'y déploient et montrer « des conceptions antagonistes du rôle des intellectuels dans la cité, des définitions différentes de la science et des conditions de sa production comme, plus largement de ce que devait être la politique » (p. 175). Aussi les raisons de la crise de légitimité venue frapper les historiens depuis une vingtaine d'années, vont-elles bien au-delà de la seule responsabilité de certains, car c'est l'intérêt social des recherches des historiens et « l'utilité » des humanités en général qui sont remis en cause par les politiques, relayés par des « historiens » de médias « communicants ». Les règles du métier s'opposent à des analyses relevant du sens commun et les professionnels doivent savoir éviter d'intervenir dès lors que les usages politiques du passé servent à habiller idéologiquement des discours politiques, sous peine de « s'inscrire dans une problématique historique simpliste où l'on rabat l'analyse sur le choix, l'interprétation complexe sur la symbolique la plus éculée » (p. 217). Pour Christophe Prochasson, l'historiographie moderne peut dépasser les positions scientistes ou compassionnelles pour « effectuer un travail d'analyse politique des discours, de tous les discours, à commencer par ceux qui font appel à l'histoire » (p. 218)

Isabelle Rischmann

2L2S, université Paul Verlaine-Metz
i.rischmann@injs-metz.fr

Gilles RICHARD, dir., *Mai 68... et après ? Une nouvelle donne politique.*

Bordeaux, Éd. CRDP d'Aquitaine, coll. Histoire de notre temps, 2008, 342 p.

Comme on pouvait s'y attendre, Mai 2008 a généré une série d'ouvrages en cette année anniversaire. À dire vrai, comme le souligne Gilles Richard, professeur d'histoire politique à l'IEP de Rennes, le processus commémoratif et éditorial a commencé dès 2007, dans le sillage d'une campagne présidentielle que le candidat Nicolas Sarkozy a placée sous le signe d'une rupture avec Mai 1968. À côté des acteurs et des essayistes, les historiens n'ont pas manqué ce rendez-vous et l'historiographie s'est enrichie. L'ouvrage de Gilles Richard y contribue. Spécialiste de l'histoire des droites parlementaires (on lui doit une thèse sur le Centre national des indépendants et paysans),

des élites patronales (il a notamment travaillé sur Claude-Joseph Gignoux) et récemment codirecteur avec Gilles Morin d'un collectif important sur le Front populaire (*Les deux France du Front populaire*, Paris, Éd. L'Harmattan, 2008), il propose une histoire politique et sociale de mai 1968. La démarche est plus originale qu'il y paraît, tant l'accent a été mis sur ses aspects culturels au point de faire négliger l'importance du mouvement social alors à l'œuvre (7 millions de grévistes) et le succès politique sans précédent des gaullistes aux législatives de juin. Ces deux faits qu'il qualifie de « contradictoires » et de « concomitants » sont au cœur de son interrogation. L'auteur cherche à comprendre le sens de l'événement à l'échelle d'un temps court et sur le moyen terme.

Comme beaucoup d'historiens aujourd'hui, à commencer par Michèle Zancarini et Philippe Artières, il inscrit en effet son interprétation de mai 68 dans une durée qui dépasse mai-juin et se prolonge jusqu'au milieu des années 80. Le plan de l'ouvrage, en quatre parties, est classique : il s'ouvre par un tableau suggestif de la France de et en 1968, se poursuit par le récit des « événements », enchaîne par une étude fouillée des mouvements sociaux et des mutations du système partisan entre 1968 et 1974, partagés selon les camps entre espoir ou crainte d'un nouveau mai 68 et s'achève par une réflexion sur la postérité de 1968 à l'heure du chômage de masse.

De cet ouvrage, on retiendra principalement deux apports. Le premier renvoie à l'articulation constamment conduite entre mutations de la société française et recompositions de son système partisan. Il s'agit là d'un domaine familier à Gilles Richard qui a organisé et publié sur le sujet, avec sa collègue rennaise Jacqueline Sainclivier, une série (en cours) de colloques parmi lesquels on retiendra l'ouvrage *Les partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, publié aux Presses universitaires de Rennes en 2008. Une telle démarche permet à l'histoire politique, et en particulier des forces politiques, de ne pas être autocentrée et par trop internaliste. À cet égard, les pages écrites sur l'émergence d'un nouveau clivage « droites-gauches » à l'occasion de l'élection présidentielle de 1974 sont intéressantes et ouvrent des pistes qui gagneraient à être approfondies. Il en va de même avec l'accent mis sur la « contre-offensive patronale » après 1968. Gilles Richard s'intéresse fort justement à une